A l’ombre des faits de société…

dimanche 31 mai 2026, par Jacques COTTA

L’actualité nous abreuve de faits de société qui tout importants qu’ils soient, font office d’arbre qui cache la forêt.

L’arbre…

Il a été question durant des jours et des jours des péripéties de Bruel, de ses concerts et de leur annulation pour des faits pour lesquels soit dit en passant, sans affirmer ici la moindre sympathie pour le chanteur, il n’a pas été jugé et devrait donc bénéficier de la présomption d’innocence. Passons… Il a été question de MeToo le retour…

Il a été question du viol d’enfants par des personnels parisiens du périscolaire sans que ne soient jamais évoqués le manque d’effectifs, leur qualification, leur contrôle, et pour l’immense majorité, mis à part quelques dizaines de cas sur des milliers d’employés, leur dévouement à toute épreuve.

Il a été question de la « fermeté » de la nouvelle municipalité parisienne —PS-PCF-Les Écologistes-L’Après— sans que ne soit évoquée la responsabilité de la politique menée qui a conduit aux abus et violences qui bien que peu nombreux n’en sont pas moins insupportables.

Il a été question du foot avec les matchs à répétition, la coupe de France et la victoire de Lens notamment, sans que ne soit soulignée l’histoire ouvrière d’une région à laquelle est attachée toute une population, des milliers et milliers de Lensois qui entonnent comme un cri de ralliement « les Corons » dans le stade et dans la rue.

Il été question aussi de la casse occasionnée par le déchainement de niçois venus officiellement supporter leur équipe, sans que ne soit mentionnée leur appartenance à des groupuscules d’extrême droite très organisés.

Il a évidemment été question du réchauffement climatique…

Tous ces sujets et d’autres, bien que non dénués d’intérêt, sont tout de même dérisoires au regard de la réalité vécue par des millions de Français.

… et la forêt

Le gouvernement français vient de décider plus de **6 milliards** de coupe dans le budget pour renforcer l’économie de guerre. Plus de 6 milliards donc après la loi de programmation miliaire portant sur 413 milliards d’ici 2030, et après 33 milliards supplémentaires votés dernièrement. « Un effort de guerre » parfois contesté dans certaines déclarations, mais en réalité approuvé par tous, de tout bord, de LFI au RN en passant par les macronistes, le PS ….

Les conséquences de ces choix politiques et budgétaires devraient affecter d’abord la vie de nos concitoyens, et en particulier celle des plus pauvres et des plus modestes. 3,2 milliards d’euros de crédits vont être gelés, et 847 millions annulés. S’ajoutent plus de 2 milliards d’euros obtenus grâce

au gel des allègements de cotisations sociales des entreprises sur les bas salaires annoncé ces jours derniers.

Comme il se doit dans la logique capitaliste, ce ne sont pas les profits, **super profits** pour la plupart, qui sont mis à contribution, mais les dépenses destinées aux **services publics**, **santé** et **éducation** principalement. L'argument mis en avant par le ministère des comptes publics manque d'originalité. Il s'agit avec « cet effort de guerre indispensable » de « tenir l'objectif de 5 % de déficit (…) C'est précisément pour ça qu'on documente et qu'on prend ces mesures de freinage de la dépense publique. »

Argument fort peu original à nouveau, celui du gouverneur de la banque de France, **François Villeroy de Galhau,** qui évoque la fameuse « dette que nous léguerons à nos enfants si nous ne faisons rien ».

La dette ?

Macron l'a faite exploser de 2 218 milliards d'euros à 3 460 milliards d'euros avec comme explication officielle « le coût de la sécurité sociale », le coût de l'école, le coût de la santé, le coût des services publics en général, évidemment appelés à la rescousse pour camoufler les milliards d'exonération de cotisations sociales d'entreprises qui sans contrepartie pillent les fonds publics.

L'arbre qui cache la forêt devrait permettre de camoufler les milliers de lits supplémentaires fermés dans les **hôpitaux**, les milliers de fermetures de classes dans les **écoles**, les dizaines de **médicaments déremboursés** rendant toujours plus difficile l'accès aux soins pour le plus grand nombre.

L'arbre qui cache la forêt doit permettre de camoufler aussi les causes profondes de la situation que vivent des millions de français. L'appauvrissement de la France aggravé par Macron remonte loin. Il part de la destruction des emplois et de **l'industrie française** passée de plus de 20 % du PIB dans les années 70 à moins de 10 % aujourd'hui.

Les chiffres sont affolants.
En 30 ans, 50 % des usines françaises ont fermé dont 67 000 pour la seule année 2024. On dénombrait plus de 5 millions d'emplois industriels en 1980. La chute a été continue de Mitterrand à Chirac, de Sarkozy à Macron en passant par Hollande, sous tous les gouvernements. Le nombre d'emplois manufacturiers est passé de 3,7 millions en 2000 à 3,2 millions en 2008 et ensuite entre 2,8 et 2,9 millions sur toute la décennie 2010.

Les chiffres toujours.
La balance commerciale de la France a connu un solde positif depuis quasiment la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1986 et elle devient structurellement négative à partir de 1999 jusqu'à aujourd'hui. Les effets du passage à **l'Euro** se manifestent ainsi. En 2024, ce déficit industriel était selon l'Insee de -79,5 milliards d'euros. La France ne représente plus que 2,5 % des exportations mondiales de biens en 2024, contre plus de 5 % en 2000, selon l'OMC. C'est-à-dire après l'introduction de l'euro.

La désindustrialisation dont nul ne parle pour en analyser les causes et permettre de définir des mesures conformes à l'intérêt industriel de la France a des effets immédiats sur la vie des Français, l'organisation du territoire, sa désertification. **L'union européenne** et **l'euro** sont au centre des difficultés rencontrées par l'industrie, la destruction des emplois, les délocalisations ou destructions d'entreprises. Contrairement au discours officiel qui fait des salaires et lois sociales le principal

obstacle à l'emploi, c'est l'euro qui rend nos produits 15 à 20% plus chers que les produits allemands par exemple, et qui donc liquide notre industrie par manque de compétitivité.

Si nul n'aborde de front ces questions, n'est-ce pas parce que tous, sur l'appartenance à l'UE et sur notre soumission à l'Euro, ont en réalité la même politique, sont rassemblés dans une sorte d'**union sacrée** qui va de l'union européenne à la guerre en passant par l'euro ?

Derrière l'arbre il y a donc la forêt de désastres, de choix mortifères, de misère dont le capitalisme est le terreau… et qui provoqueront sa perte.

Jacques Cotta
le 15 mai 2026